

**Français de l'étranger - Qatar -
Réponse de M. Jean-Marc Ayrault,
ministre des affaires étrangères et
du développement international, à
une question écrite au Sénat
(Paris, 27 avril 2017)**

Q - (Sur la situation d'un ressortissant français emprisonné au Qatar depuis trois ans et six mois)

R - S'agissant de la représentation de notre compatriote par un avocat, l'ambassade de France est intervenue auprès du procureur général du Qatar afin que l'intéressé puisse bénéficier des services d'un avocat commis d'office bien que la loi qatarienne ne prévoie la commission d'office d'un avocat qu'en matière criminelle. En effet, notre compatriote, qui n'avait pas rémunéré les avocats qu'il souhaitait mandater, n'était pas parvenu à s'adjoindre les conseils d'un défenseur. Il avait également bénéficié des services d'un interprète.

S'agissant de la grâce, les autorités qatariennes n'ont pas donné suite aux deux demandes déposées en décembre 2015 et juin 2016 par notre compatriote. Un prochain examen, dans ce cadre, ne pourra intervenir qu'à compter de l'été 2018, date à laquelle l'intéressé aura accompli les deux tiers de sa peine.

En octobre 2016, notre ressortissant a déposé une demande de transfèrement vers la France. Cette demande est en cours d'instruction au ministère de la justice. Les autorités qatariennes ont été officiellement sollicitées afin de communiquer les pièces judiciaires indispensables pour permettre au ministère français de la justice de prendre une décision au fond et de proposer au Qatar que l'intéressé poursuive l'exécution de sa peine en France. Les autorités françaises demeurent dans l'attente de la transmission de ces pièces, étant précisé qu'en l'absence de convention entre la France et le Qatar en matière de transfèvements, les autorités qatariennes ne sont pas tenues de répondre à cette sollicitation, présentée par la voie diplomatique au titre de la courtoisie internationale et du principe de réciprocité.

Enfin, un représentant de l'ambassade de France à Doha a assisté à la plupart des audiences judiciaires concernant l'intéressé, avant que ce dernier ne donne pour instruction à ses avocats de ne plus avoir de contact avec notre ambassade qu'il a publiquement mise en cause, alors même qu'elle suivait sa situation avec attention. Par la suite, notre compatriote a de nouveau demandé à bénéficier de la protection consulaire, qui lui est donc actuellement accordée. Un contact régulier est assuré avec ses proches./.

(Source : site Internet du Sénat)